REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

**ORDONNANCE DE
REFERE N° 102 du
24/09/2024**

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

**Société ADOUA
IMPORT EXPORT**

C/

Société Afrik One

BAGRI NIGER SA

**AUDIENCE PUBLIQUE DE REFERE DU VINGT QUATRE
SEPTEMBRE DEUX MIL VINGT QUATRE**

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique de référé du vingt-quatre septembre deux mil vingt-quatre tenus par Monsieur **RABIOU ADAMOU**, Président du Tribunal ; **Président**, avec l'assistance de Maitre **Ramata RIBA**, **Greffière** a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

Société ADOUA IMPORT EXPORT « ADIMEX Sarl », société à responsabilité limitée, immatriculé au registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro RCCM-B-0310-RCMM-NIAMEY, ayant son siège social à Niamey/ quartier Banizoumbou, Commune Niamey 2, représenté par son gérant

DEMANDERESSE D'UNE PART

Contre

La Société Afrik One, Succursale de la Société Afrik One Côte-d'Ivoire, société anonyme avec conseil d'administration au capital de 50.000.000 FCFA, ayant son siège social à Niamey/quartier Koumbia, NIF :100972/R, RCCMQ : NE-NIM-a1-2023-B21-00013 en date du 21/02/2023, représentée par son Directeur Général, dûment mandaté, assistée de Maitre ISSOUFOU Mamane, avocat à la cour, BP : 10.086 Niamey, Boulevard Tanimoune, immeuble à étage derrière la Station d'essence RPS après Ecole Barkalloyzé en venant du CEG 25, Cel: (+227) 96.87.00.98 en l'étude duquel domicile est élu pour la présente et ses suites,

ET

La Banque Agricole du Niger (BAGRI NIGER SA), Société anonyme, ayant son siège social à Niamey, Avenue de l'OUA, Place TOUMO, représentée par son Directeur Général, en ses bureaux

DEFENDERESSES

D'AUTRE PART

D'AUTRE PART

I.FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par acte d'huissier en date du 19 septembre 2024, la société ADOUA Import Export (ADIMEX SARL) donnait assignation à comparaitre à la société Afric one devant la juridiction de céans aux fins de :

- Y venir la société Afric one et la BAGRI ;
- Déclarer recevable l'action de la société ADOUA IMPORT EXPORT ;
- Ordonner la rétractation de l'ordonnance de mise sous séquestre
- Condamner les sociétés Afric one et la BAGRI aux dépens ;

Elle explique au soutien de ses prétentions qu'elle est liée à la société Afric one par un contrat de bail de magasin.

Le loyer convenu est de dix millions par mois ;

Quatre (04) mois après le début de l'exécution du contrat Afric one n'a versé aucun centime pour le bailleur ;

Ce dernier a introduit une requête aux fins d'injonction de payer par devant le Président du Tribunal de commerce de Niamey ;

Par ordonnance n° 79/PTC/NY en date du 25 aout 2023, le Président du Tribunal de commerce de Niamey enjoignait à la société Afric one à payer à la société ADOUA la somme de 43.239.000 FCFA en principal et frais ;

Cette ordonnance a été signifiée au débiteur le 26 aout 2023 ;

Aucune opposition n'a été faite contre cette ordonnance dans les délais légaux e une attestation de non opposition a été délivrée à ADOUA ;

Cette dernière a donc grossoyé ladite ordonnance et a par exploit en date du 18 mars 2024 procéder à une saisie attribution de créances sur les avoirs de Afric one logés à la BAGRI ;

Cette saisie a été dénoncée au débiteur le 21 mars 2024 ;

La société Afric one a par exploit en date du 03 avril 2024, assigné ADOUA en contestation de ladite saisie ;

Vidant sa saisine suivant ordonnance n° 76 en date du 24 juin 2024, le Président du Tribunal de commerce, juge de l'exécution a dit et jugé que l'ordonnance n° 79/PTC/NY du 25/08/2023 est revêtue de la formule exécutoire et qu'elle constitue un titre exécutoire au sens de l'article 33 de l'AUPSR/VE avant de déclarer valable la saisie attribution querellée ;

La société Afric one interjeta appel contre cette décision et intenta une défense à exécution contre celle-ci ;

Par arrêt en date du 28 aout 2024, le Président de la cour d'appel de Niamey a rejeté la défense à exécution et a confirmé la décision du Président du Tribunal de commerce de Niamey ;

La société ADOUA fait observer que malgré ces décisions exécutoires à tout point de vue, la société Afric one se fait délivrer une ordonnance dite de séquestre dans l'unique intention de contourner le paiement par la Banque ;

C'est pourquoi, la société ADOUA sollicite sur le fondement des articles 441, 459, 460 et 466 du code de procédure civile de la recevoir en sa requête et d'ordonner la rétractation de l'ordonnance de mise sous séquestre ;

En réplique, la société Afric one soulève l'irrecevabilité de l'action introduite par la société ADOUA pour violation de l'article 79 du code de procédure civile, notamment le défaut de capacité du requérant, la représentation de la société ADOUA étant assurée par un Directeur Général répondant au nom de OUMAROU SAADOU ;

Or, s'agissant d'une société à responsabilité limitée, elle ne peut être représentée que par un gérant, d'où il suit selon Afric one que cette assignation encourt nullité ;

Subsidiairement au fond, Afric one sollicite la rétractation de l'ordonnance n° 049/P/CAN/2024 du 23 aout 2024 au motif que contrairement aux allégations de de la requérante, l'appel n'est pas suspensif d'exécution surtout lorsque la décision dont l'exécution est poursuivie est assortie de l'exécution provisoire comme c'est le cas en l'espèce ;

Ensuite, selon la requérante, la juridiction de céans est compétente pour apprécier la régularité formelle du titre exécutoire au visa de l'article 33 de l'AUPSRVE du 17 octobre 2023 ;

Le requérant invoque à l'appui de son argumentaire, plusieurs

jurisprudences de la CCJA ;

A titre reconventionnel, la requérante fait observer que le jugement assorti de l'exécution provisoire a été signifié à Adimex ainsi qu'une ordonnance de constat de déchéance d'appel rendue par le président de la Cour d'Appel assortie également de l'exécution provisoire sur minute, pour préserver les intérêts de toutes les parties, de bonne foi, la société Afrik one a sollicité et obtenu une ordonnance de consignation de la créance objet de la saisie du 18 mars à la CARPA ;

C'est donc de mauvaise foi que la société ADOUA tente d'assigner la société Afric one, force est de juger que l'action de la requérante n'a aucun fondement et relève d'une intention de nuire qu'il convient de sanctionner en la condamnant au paiement de la somme de 35.000.000 FCFA à titre de dommages et intérêts ;

II- DISCUSSION

EN LA FORME

Sur la recevabilité de l'action

La société ADOUA sollicite de constater la nullité de l'assignation du 19 septembre 2024 pour violation de la loi et de déclarer en conséquence irrecevable l'action de la société ADOUA IMPORT EXPORT ADIMEX SARL ;

l'article 79 du code de procédure civile dispose que :

« Les actes d'huissier de justice indiquent indépendamment des mentions prescrites par ailleurs :

- 1) la date : jour, mois et an ;
- 2) si le requérant est une personne physique, ses nom, prénoms, profession, nationalités, date et lieu de naissance, domicile et, s'il y a lieu, l'élection du domicile;
- 3) si le requérant est une personne morale, sa forme, sa dénomination, son siège social, *son adresse* complète et l'organe qui la représente légalement ;
- 4) l'objet de l'acte ;
- 5) le nom, prénoms et domicile de l'huissier et sa signature.

Ces mentions sont prescrites à peine de nullité. »

L'article 135 de la même loi prescrit que : « Constituent des irrégularités de fond affectant la validité de l'acte :

- le défaut de capacité du requérant ou du destinataire de l'acte ;

- la violation des règles fondamentales qui tiennent à l'organisation judiciaire, notamment celle fixant la compétence territoriale des huissiers de justice ;
- le défaut de pouvoir d'une partie ou d'une personne figurant au procès comme représentant, soit d'une personne morale, soit d'une personne atteinte d'incapacité ;
- le défaut de capacité ou de pouvoir d'une personne assurant la représentation d'une partie en justice. »

L'article 136 de ladite loi d'ajouter que : « Les exceptions de nullité fondées sur l'inobservation des règles de fond relatives aux actes de procédure peuvent être soulevées en tout état de cause, sauf la possibilité pour le juge de condamner à des dommages-intérêts ceux qui se sont abstenus, dans une intention dilatoire, de les soulever plus tôt »

Et enfin, l'article 139 de la loi susdite dispose que :

« Constitue une fin de non-recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande sans examen au fond, pour défaut du droit d'agir tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, l'expiration d'un délai préfix, la chose jugée. »

En l'espèce, il ressort de l'exploit d'assignation du 19 septembre 2024 que la représentation de la Société ADOUA IMPORT EXPORT « ADIMEX Sarl » est assurée par un Directeur Général répondant au nom de OUMAROU SAADOU.

En application de l'article 323 de l'Acte uniforme sur les sociétés commerciales et les GIE, selon lequel la société à responsabilité limitée est dirigée par un ou des Gérants, l'on ne saurait désigner dans une telle société un Directeur Général, dont l'appellation renvoie à un autre type de société, à la place d'un « Gérant »

En l'espèce, l'exploit d'assignation du 10 septembre 2024 est donc entaché d'un vice de fond comme il est dit à l'article 135 ci-dessus visé, et comme tel, tombe sous le coup de la nullité prescrite par l'article 136 précité.

L'irrecevabilité est encourue par application de l'article 139 de la LOI N° 2015-23 du 23 avril 2015 portant Code de Procédure Civile.

Au regard de tout ce qui précède, il y a lieu de déclarer irrecevable la requête aux fins de contestation de constat de déchéance du 2 septembre 2024.

PAR CES MOTIFS

Le juge de l'exécution

Statuant publiquement, contradictoirement et en 1^{er} ressort ;

- Constate la nullité de l'assignation du 19 septembre 2024 pour

violation de la loi ;

- Déclare en conséquence irrecevable l'action de la société ADOUA IMPORT EXPORT « ADIMEX » de ce chef ;
- Condamne ADOUA IMPORT EXPORT aux dépens ;

Aviser les parties qu'elles disposent de huit (8) jours à compter du prononcé de la présente ordonnance pour interjeter appel par dépôt d'acte au greffe du Tribunal de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

Et ont signé.

LE PRESIDENT

LE GREFFIER

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY, LE 07/10/2024

LE GREFFIER EN CHEF P.I